

LEÇONS DE PORTO ALEGRE

Francisco Whitaker

Secrétaire Exécutif de la Commission Brésilienne Justice et Paix (de la Conférence Nationale des Evêques du Brésil – CNBB), et membre du Comité d'Organisation du Forum Social Mondial

Au cours de l'émission Roda Viva, à la «TV Culture» de São Paulo, enregistrée après le Forum Social Mondial 2002, il a été demandé à Boaventura de Souza Santos si le Parti des Travailleurs avait instrumentalisé le Forum. Le sociologue portugais, qui a été une personnalité marquante de cette rencontre, a répondu que le PT était trop petit pour cela. Tarso Genro, maire de Porto Alegre, dans un interview accordé à la «Folha de São Paulo» à la même occasion, a affirmé que tous les partis de gauche du monde entier, ensemble, ne seraient pas en mesure de produire un événement tel que le Forum Social Mondial.

Même si on le considère seulement en termes de chiffres, le Forum a été un succès indiscutable. Les affirmations de Boaventura et de Tarso partent de cette constatation, mais elles pointent également les raisons de ce succès.

Du premier au deuxième Forum les chiffres ont augmenté de manière spectaculaire. Les participants, par exemple, sont passés de 20.000 en 2001 à 50.000 en 2002, parmi lesquels 35.000 “auditeurs”, provenant de Porto Alegre, de nombreuses régions du Brésil et de pays voisins, qui se sont déplacés – endurant souvent de longs voyages en car - pour voir et entendre de près des personnes qu'ils admirent et pour vivre l'ambiance stimulante de cette grande rencontre mondiale.

Mais ce succès est encore plus significatif si l'on considère l'augmentation du nombre de délégués, c'est-à-dire, de personnes inscrites au Forum en tant que représentants d'entités et de mouvements de la société civile: 4.000 en 2001, ils étaient 15.000 en 2002, et représentaient 4.909 organisations de 131 pays différents. Ce qui a de fait attiré une telle quantité de délégués sont les nouveautés dont le Forum était porteur: son caractère pluriel et non directif, qui unifie tout en respectant la diversité; son ouverture à tous ceux qui voulaient y participer – à l'exception de représentants de gouvernements, de partis en tant que tels et d'organisations armées; et le fait d'être une initiative de la société civile et pour la société civile, qui a créé un nouvel espace de rencontre – le premier et peut-être l'unique dans son genre au niveau mondial - en dehors du contrôle des gouvernements, des mouvements, des partis et d'autres institutions nationales ou internationales qui se disputent le pouvoir politique.

En fait, pour ces délégués, le Forum était vraiment ce que ses organisateurs voulaient qu'il soit: un espace horizontal où ils pouvaient librement donner à voir leurs propositions et leurs luttes – sans qu'aucune d'entre elles ne soit considérée plus importante que les autres et sans que personne ne puisse imposer ses idées ou son rythme aux autres -, échanger des expériences, apprendre et se nourrir de la connaissance d'autres luttes, d'autres espoirs et propositions, approfondir leurs analyses sur les questions qui se posent dans leur domaine d'action, s'articuler au niveau national et, surtout, au niveau planétaire. Autrement dit, gagner en efficacité et avancer dans leur travail de transformation sociale.

Sans que l'on puisse y voir un désengagement ou une fuite devant les responsabilités, il n'y aurait sûrement pas eu autant de disposition à participer à cet événement si cela avait été pour venir y recevoir des directives et des mots d'ordre, pour y être «surveillé» dans ses choix, pour devoir s'engager de manière disciplinée dans des actions et des mobilisations,

approuver des déclarations et des motions ou des prises de position collectives. C'est pourquoi les organisateurs du Forum ont écrit dans sa Charte des Principes que le Forum ne se prononce pas en tant que tel, que personne ne pourra parler en son nom et que l'on ne consacrerait pas de temps dans ses rencontres à débattre et approuver des «documents finaux».

Cette Charte établit, de manière explicite, que le Forum Social Mondial n'a pas un caractère délibératif. C'est aussi le cas du Forum Economique Mondial, à Davos, face auquel celui de Porto Alegre se propose comme une alternative (et c'est pour souligner ce caractère qu'il a lieu exactement aux mêmes dates). Ces jours-là ne représentent, pour les participants, qu'un moment plus fort et plus intense d'approfondissement dans les choix et les articulations, au niveau mondial, dans une action qui existait auparavant et qui continuera après la rencontre.

Il est évident que, derrière cette ressemblance, il existe une énorme différence: les participants de Davos cherchent à maintenir et à augmenter la domination du capital – dont ils sont les maîtres - sur les êtres humains du monde entier, ainsi que l'expansion de leurs affaires privées. Ceux de Porto Alegre – qui se nourrissent des protestations croissantes qui apparaissent un peu partout contre une mondialisation dictée par les intérêts de ces capitaux - veulent avancer dans leurs propositions pour construire un autre monde, axé sur l'être humain et respectueux de la Nature, un monde qu'ils considèrent non seulement possible, mais nécessaire et urgent et qui, de fait, est déjà en construction à travers leurs actions pratiques.

Cette différence d'objectifs et de contenus détermine également une différence de méthodes: l'activité la plus importante qui se développe à Davos est l'ensemble de conférences, exposés et débats sur des sujets définis au préalable. Pour ces conférences, les organisateurs invitent les grands représentants intellectuels de la «pensée unique» néolibérale, les dirigeants politiques des nations les plus puissantes et les chefs d'entreprise des grandes multinationales. Au Forum de Porto Alegre il y a aussi un grand espace consacré aux conférences, exposés et débats, ainsi qu'aux témoignages de personnes, aux expériences ou aux réflexions significatives. Comme à Davos, on invite pour cela des personnes qui réfléchissent ou qui agissent depuis un certain temps autour des sujets choisis – et dans ce sens, au Forum de Porto Alegre 2002, les conférences n'ont plus été à la charge de personnes isolées mais organisées par de grands réseaux mondiaux. Mais au Forum Social Mondial l'activité la plus riche est celle qui a lieu autour des ateliers et des séminaires que les participants eux mêmes proposent et organisent librement: 400 en 2001 et 750 en 2002. Et c'est la rumeur joyeuse qui s'élève autour de ces ateliers et séminaires qui crée l'ambiance enthousiaste dans laquelle se déroule le Forum Social Mondial, avec des couleurs et des sons variés, la diffusion d'actions et de propositions, ainsi que des manifestations et événements imprévus dans les salles, les couloirs et les jardins de l'espace où se déroule la rencontre – en opposition totale avec le gris bien élevé de Davos.

Il reste clair que ces choix organisationnels du Forum Social Mondial ne sont pas mis en oeuvre sans qu'il n'y ait incompréhensions, tensions, dérives et même tentatives de récupération du Forum comme un tout. Son ampleur réveille des appétits, et son caractère non pyramidal gêne ceux qui sont pressés de voir changer les choses et qui ont été formés selon les paradigmes traditionnels de l'action politique.

Une bonne partie des journalistes, par exemple – et cela se reflète dans la couverture qui a été faite du Forum -, habitués à interviewer des leaders et des gourous ou à mettre l'accent sur les luttes de pouvoir, ne réussissent pas à comprendre pourquoi il n'y a pas un «document final» ou des «propositions concrètes». Ils ne demandent pas cela à Davos, mais ils veulent que Porto Alegre le leur donne. Ils ont du mal à comprendre que le Forum Social Mondial ne soit pas un sommet, mais l'une des bases d'un mouvement social qui ne peut

avoir ni sommet ni patrons s'il veut continuer à se développer. Des «synthèses finales» de 5 jours de travail, avec 15.000 ou 50.000 personnes, seraient forcément appauvrissantes, et elles ne pourraient être approuvées qu'à travers une quelconque manipulation. Et tous s'en vont certainement plus contents que s'ils avaient dû lutter pour inclure au moins une ligne de leurs propositions dans le document final...

En réalité, le Forum voit naître des centaines de propositions concrètes, et même des mobilisations spécifiques, comme cette année contre l'ALCA. Ou bien de nouvelles réflexions, comme celle qui est apparue cette année autour du changement personnel de ceux qui luttent pour changer le monde. Ce sujet a été abordé par plusieurs ateliers et séminaires et a fait l'objet d'une conférence qui a réuni plus de 2.000 personnes. Mais aucune de ces propositions et réflexions ne sont celles du Forum en tant que tel. Elles sont de la responsabilité de ceux qui les émettent. Y adhéreront tous ceux qui veulent le faire, comme sujets responsables de leurs décisions.

Naturellement il y a aussi des tensions même entre ceux qui organisent le Forum ou ceux qui s'en approchent pour les aider. Il y a par exemple ceux qui aimeraient voir le Conseil Consultatif International du Forum se transformer en un nouveau commandement mondial de la lutte contre le néo-libéralisme, pour contrôler et diriger ce processus. Mais les perspectives de continuité adoptées par les organisateurs semblent aller dans une autre direction, comme une consolidation de la méthode orientée par la Charte des Principes du Forum. La conception du Forum en tant que processus, et non en tant qu'événement ou nouvelle organisation internationale dirigée par les leaders d'une «pensée unique» substitutive - ce qui lui serait fatal - s'affirme. Il est nécessaire également de veiller, par exemple, à ce que les conférences ne se concluent pas sur des «synthèses et propositions d'orientations», votées par les auditoires respectifs, ou qu'elles prennent le pas sur les ateliers. En même temps, les décisions prises jusqu'à présent par les organisateurs visent à ce que le pouvoir de convocation du Forum produise, dans d'autres régions du monde, la même mobilisation que celle qu'il a produit au Brésil. Le Forum 2003 commencera probablement par une dizaine de Forums régionaux ou thématiques dans les différentes régions géopolitiques du globe, entre septembre et décembre 2002, pour déboucher sur un nouveau Forum centralisé une fois de plus à Porto Alegre. Le même processus aura lieu à partir de septembre 2003, débouchant peut-être en 2004 sur une rencontre mondiale en Inde.

En réalité, pour les organisateurs du Forum Social Mondial, le grand défi n'est pas celui de définir de nouveaux ou de meilleurs contenus menant à des propositions de plus en plus concrètes, mais d'assurer la continuité de la forme donnée au Forum - il s'agit d'une situation où les objectifs sont complètement dépendants des moyens mis en oeuvre pour les atteindre. Les contenus naîtront de façon naturelle du processus ainsi lancé, au sein même de la lutte de l'humanité pour un autre monde, et ils seront forcément canalisés vers les différentes éditions du Forum, en tant que questions communes à tous, et avec les spécificités de chaque région du monde où il se tiendra. Ce qui importe, c'est de garantir que ce nouveau paradigme d'action politique transformatrice, créé par le Forum Social Mondial, ne soit pas englouti dans les anciens modèles.

21/02/2002